

14. září 1920 ohlásila dosavadní vláda republiky Československé svoji demisi a 16. září rozloučil se s úředníky a zaměstnanci ministerstva sociální péče JUDr. L e v W i n t e r, který zastával úřad ministerský od samého převratu r. 1918 a jenž jako první ministr sociální péče v republice Československé ministerstvo to od základů vybudoval a provedl jeho věcnou i zevní organizaci. Nástupcem jeho jmenoval prezident republiky JUDr. J o s e f a G r u b e r a, profesora politického hospodářství na české universitě v Praze řádného člena Čes. akademie, Národohosp. ústavu atd.

Sommaire.

Partie officielle.

I. La Protection de l'enfance. Projet du gouvernement sur la protection des enfants confiés aux soins étrangers et des enfants naturels. (Assemblée nationale de la R. tch.-sl.)

II. a) La Protection des invalides de guerre. Ordonnance du 4 mai 1920 (No 346) concernant l'application de la loi du 20 février 1920 [No 142 du recueil des lois et décrets] sur les allocations des malades et mutilés de la guerre.

II. b.) Protection des locataires. — Loi du 8 avril 1919 [No 275] sur la protection des locataires. — Proposition de loi de M. M. Kouša et c., membres du Sénat, concernant la modification des lois sur les loyers. — Proposition de loi émanant des députés Mme Zéminová et c. et tendant à l'augmentation jusqu'à concurrence de 20 millions de c. tch.-sl. des subventions d'État à accorder aux Sociétés de construction en vue d'intensifier le mouvement d'édification et de construction. — Proposition de loi émanant des sénateurs Witt et c. et tendant à la restriction de la liberté de déménagement. — Interpellation des députés F. Zéminová et c. demandant au Ministère de Prévoyance sociale la réquisition des immeubles vacants à Bělidlo près Hrabáčov au profit des employés et ouvriers de Jilemnice. — Interpellation des sénateurs Link et c. s'adressant à tous les ministères et réclamant les casernes pour parer à la crise du logement.

III. a.) La Protection des travailleurs. Ordonnance du 23 avril 1920 sur les salaires à payer dans l'industrie textile pour la confection commandée par l'Intendance militaire. — Ordonnance du 23 avril 1920 [No 338] relative à la mise en vigueur de la loi du 8 août 1920 [No 481] sur les cartes d'identité de citoyen de la République tch.-sl. — Proposition de loi émanant des députés Tučný et c. et concernant la participation des employés à la gestion de l'entreprise et aux bénéfices nets. — Proposition du député Modráček et c. relative aux sociétés d'actions et les ouvriers-actionnaires.

III. b.) Les Assurances sociales. — Ordonnance du 4 mai 1920 [No 342] sur les allocations de cherté à ajouter aux pensions suivant la loi sur l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse. — Projet de loi relatif aux certains droits d'assurance et à la proscription pour cause de guerre.
